

PÉTITION

OPERATION CAMPUS : LA FRANCE PERD LE NORD

La Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Valérie PÉCRESSE, vient d'annoncer la liste des dix sites sélectionnés pour le « plan campus ». La volonté de rendre plus visible, au niveau Européen, une dizaine de sites universitaires, en plus de Paris, était une bonne idée, à condition que ceux-ci soient équitablement répartis sur le territoire national. La décision de ne pas retenir d'universités au Nord d'une ligne Bordeaux/Strasbourg, est **une décision incohérente, indécente, injuste et inadmissible.**

Dix régions françaises du Nord de la Loire, (Bourgogne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Pays de Loire, et Picardie) auxquelles il faut rajouter les régions du centre de la France, (Auvergne, Centre, Limousin et Poitou-Charentes) et la Corse, n'auront aucun financement public pour rénover leurs campus universitaires. Et pourtant, ces quatorze régions comptent plus de 25 millions d'habitants, autant que le Sud de la France qui a 6 campus choisis.

Il est inadmissible qu'aucun des trois campus constitués de 3 ou 4 universités et comptant plus de 50 000 étudiants (Lille, Nancy-Metz, Rennes) mais aussi Clermont-Ferrand n'aient été retenus. Comment la Ministre, certes francilienne, a-t-elle pu oublier la moitié de la France ? Comment les conseillers ministériels ont-ils pu laisser passer une telle boulette, car elle est énorme, en faisant passer aux « oubliettes » le Centre, l'Est et le Nord de la France ? Il s'agit d'un affront fait à un territoire aussi important que les Pays-Bas et la Belgique réunis (27 millions d'habitants), ou encore que la Hongrie, la République Tchèque et la Slovaquie (25,5 millions d'habitants). Imaginez-vous que les Hongrois toléreraient que l'on déclasse l'université de Budapest ou les Belges, celle de Louvain ?

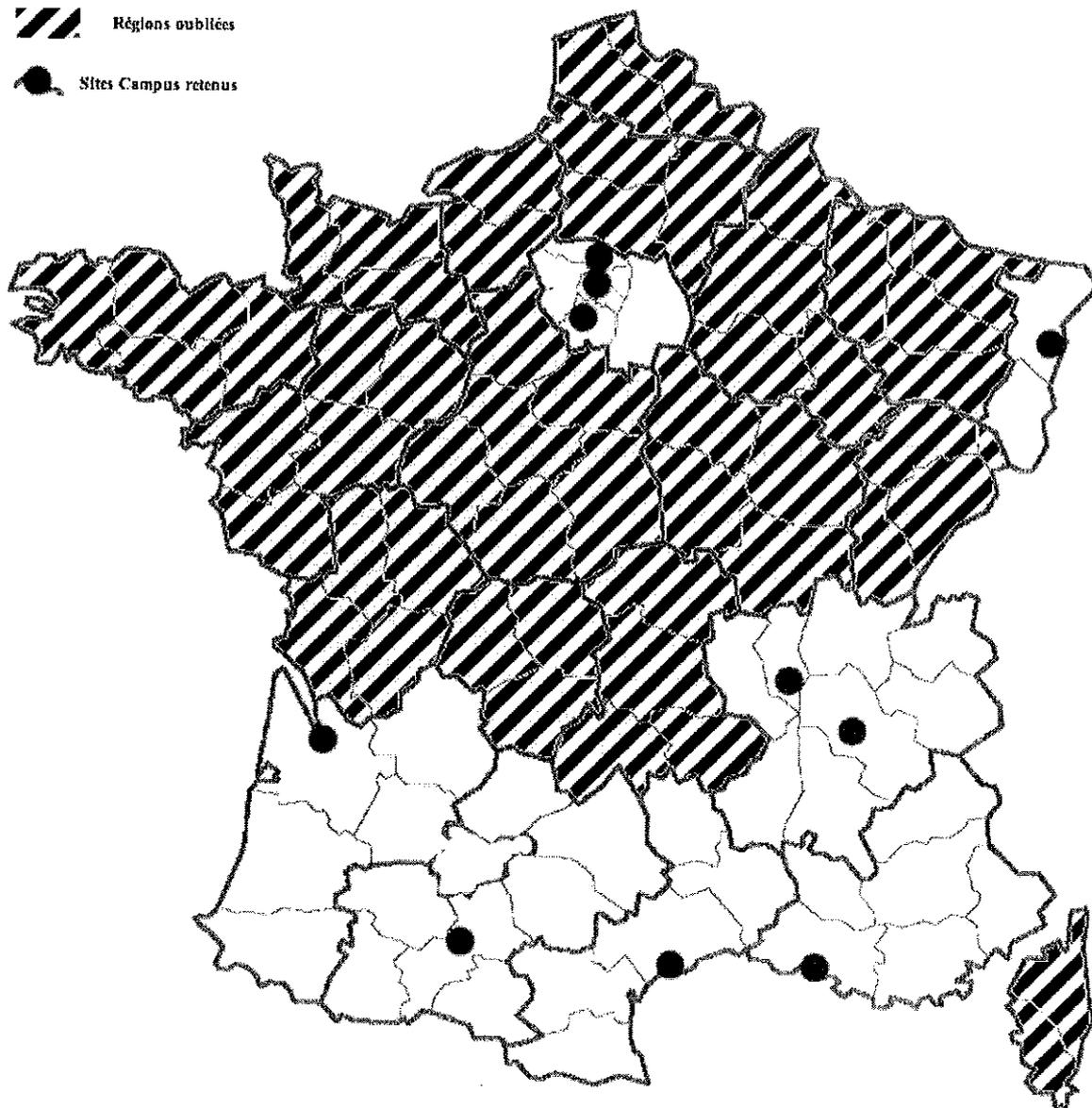
Cette décision est gravissime, car elle organise le déplacement programmé de la matière grise vers Paris et le Sud de la France. Les régions écartées devront financer elles-mêmes entre 200 et 400 millions d'euros et il est évident que ce « manque à gagner » sera payé par les contribuables de régions déjà souvent défavorisés.

Nous, soussignés, demandons donc au Gouvernement de revoir sa copie pour parvenir à plus d'équité sur le territoire national et souhaitons qu'il réunisse à nouveau en octobre le comité de sélection, pour une modification de la décision initiale.

Une délégation de signataires de toute sensibilité transmettra cette pétition à Monsieur le Président de la République, à Monsieur le Premier Ministre, à Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, à Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale et à Monsieur le Président du Sénat, à la rentrée d'octobre.

 Régions oubliées

 Sites Campus retenus



Signez cette pétition, faites-la signer, faites-la circuler. Pour montrer notre détermination, diffusez-la largement auprès des élus, des universitaires, des chefs d'entreprises, des organisations syndicales et du grand public.

A renvoyer à : Opération campus : la France perd le Nord,

par courriel :

jyledeaut@assemblee-nationale.fr ou jean-yves.le-deaut@wanadoo.fr

par courrier :

Permanence de Jean-Yves LE DÉAUT
Député de Meurthe-et-Moselle, 1^{er} Vice-Président du Conseil Régional de Lorraine
14 rue Victor Hugo – B.P. 177 – 54706 PONT-A-MOUSSON CEDEX